

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
DREAL GRAND-EST
POLYGONE - bâtiment GH
5 rue Charles Le Payen
57000 Metz

Metz, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY

BP 1

55100 Dugny-Sur-Meuse

Références : -

Code AIOT : 0006200900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY implanté BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action régionale portant sur les organes de sécurité des tuyauteries situées en aval des postes de livraison de gaz naturel, une visite d'inspection a été réalisée aux Fours à Chaux de Dugny.

Cette visite a porté sur la tuyauterie aérienne de gaz naturel DN 200 - PS 12.4 bar située entre le poste de détente NATRAN et les postes de détente internes, afin de vérifier notamment si cette tuyauterie relève des dispositions de l'arrêté du 5 mars 2014 modifié portant règlement des

canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET FOURS A CHAUX DE DUGNY
- BP 1 55100 Dugny-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-745 modifié du 29 mars 2007. Située sur le territoire de Dugny-sur-Meuse, cette installation est spécialisée dans la production de chaux vive à partir de calcaires extraits de la carrière à ciel ouvert attenante.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Equipements connexes	Code de l'environnement du 01/07/2023, article L. 181-12	Prescriptions complémentaires	6 mois
6	Déclaration des réseaux au guichet unique INERIS	Code de l'environnement du 17/06/2014, article R. 554-7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
3	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour la tuyauterie située entre la vanne G3 et les postes de détente fours, sur les points contrôlés, la réglementation applicable aux équipements sous pression (ESP) est globalement bien mise en œuvre (constats n°1 à 3). Cependant, la conformité du réglage de l'accessoire de sécurité protégeant les équipements n'a pu être attestée (constat n°4).

Concernant la tuyauterie située entre le poste de livraison NATRAN et les vannes G2 et G3, la réglementation portant sur les ouvrages connexes à une ICPE s'applique. Cependant, bien que l'exploitant surveille cet ouvrage selon les dispositions correspondantes, celui-ci n'est pas visé par le champ de l'arrêté d'autorisation du site et ne dispose pas d'un accessoire de sécurité qui lui est propre. Il convient par conséquent de clarifier la situation administrative de l'ouvrage et de procéder à la sécurisation de l'installation (constat n°5).

Enfin, tout réseau, enterré ou aérien, doit faire l'objet d'une déclaration sur le guichet unique "Construire sans détruire", ce qui n'est actuellement pas le cas de la tuyauterie située entre le poste de livraison NATRAN et les vannes G2 et G3 (constat n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de l'inspection, la liste présentée par l'exploitant ne comprenait pas les tuyauteries de gaz. Après transmission de compléments, la liste a été mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce

dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats :

Avec les compléments transmis, l'ensemble des éléments pour ce point de contrôle ont été vus pour ce qui concerne la tuyauterie de gaz située entre la vanne G3 et les détendeurs au niveau du poste de détente fours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

[...]

II. - L'inspection périodique comprend :

- une vérification extérieure ;
- une vérification intérieure dans le cas :
- des générateurs de vapeur ;
- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification

périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées.

Toutefois, à l'exception des dispenses prévues par les cahiers techniques professionnels listés en annexe 2, la vérification intérieure est maintenue pour les récipients situés dans le périmètre des installations nucléaires de base :

- considérés comme des éléments importants pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement ;
- pouvant, en cas de défaillance, aggraver un élément important pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement.

- une vérification des accessoires de sécurité ;
- et des investigations complémentaires, autant que de besoin.
- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :
 - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;
 - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;
- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :
 - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;
 - de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
 - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.

[...]

Constats :

La tuyauterie de gaz, située entre la vanne G3 et les détendeurs au niveau du poste de détente fours, a bien fait l'objet des contrôles requis, aux périodicités, prévues conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...]V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.[...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

Constats :

Les justificatifs transmis ne permettent pas d'attester du réglage de l'accessoire de sécurité protégeant la tuyauterie de gaz soumise ESP, située entre la vanne G3 et les détendeurs au niveau du poste de détente fours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Présenter un justificatif attestant du réglage de l'accessoire de sécurité afin d'assurer que la pression dans l'équipement ne dépasse jamais la pression maximale admissible (PS).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Equipements connexes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article L. 181-12
Thème(s) : Situation administrative, Connexité
Prescription contrôlée : L. 181-12 : L'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4. Ces prescriptions portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé. Elles peuvent également porter sur les équipements et installations déjà exploités et les activités déjà exercées par le pétitionnaire ou autorisés à son profit lorsque leur connexité les rend nécessaires aux activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.
Constats : Du fait de sa faible longueur, des dangers qu'elle représente et de sa nécessité pour les activités exercées par l'exploitant, la canalisation de transport de gaz, reliant le poste de NATRAN avec les installations exploitées par la société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny, peut être considérée comme ouvrage connexe à l'ICPE. Cependant, bien qu'elle soit déjà suivie par l'exploitant ICPE et soit identifiée dans l'EDD du site, cette canalisation ne fait pas partie des installations visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Il convient par conséquent de proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ajoutant cette canalisation aux installations visées par le tableau d'activités de l'AP, et prescrivant des modalités de suivi de cette dernière. Ce projet d'arrêté proposera notamment la mise en place

d'un organe de sécurité permettant de limiter la pression dans l'ouvrage en deçà de la pression maximale admissible (scénario 10 et 11 de l'EDD : Feu torche et UVCE suite à la rupture de la tuyauterie gaz). Ces prescriptions complémentaires seront incluses dans le rapport de clôture de l'étude de dangers du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Déclaration des réseaux au guichet unique INERIS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/06/2014, article R. 554-7
Thème(s) : Situation administrative, Prévention des endommagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant de tout ouvrage mentionné à l'article R. 554-2 communique au guichet unique, pour chacune des communes sur le territoire desquelles se situe cet ouvrage, sa zone d'implantation et la catégorie mentionnée à l'article R. 554-2 dont il relève ainsi que les coordonnées du service devant être informé préalablement à tous travaux prévus à sa proximité. Dans le cas des ouvrages sensibles pour la sécurité mentionnés au I de l'article R. 554-2, ces coordonnées comprennent obligatoirement un numéro d'appel permettant en permanence un contact immédiat avec l'exploitant afin de lui signaler des travaux urgents ou l'endommagement accidentel de l'ouvrage. Peut toutefois être exclu de la communication prévue au présent alinéa tout ouvrage ou tronçon d'ouvrage implanté sur une parcelle non librement accessible au public dont le propriétaire est également exploitant de l'ouvrage ou tronçon ; il en va de même lorsque le propriétaire de la parcelle est également propriétaire de l'ouvrage ou du tronçon, sous réserve, lorsque son exploitant est une personne différente, qu'il existe entre eux une convention portant sur la sécurité des travaux. Un arrêté du ministre chargé de la sécurité des réseaux de transport et de distribution fixe les éléments que doit obligatoirement comporter cette convention ainsi que les obligations particulières applicables à la préparation et l'exécution de travaux sur une telle parcelle.</p> <p>L'exploitant d'un ouvrage mentionné au II de l'article R. 554-2 peut demander au guichet unique son enregistrement en tant qu'ouvrage sensible, en raison des conséquences importantes qui pourraient résulter de son endommagement pour la sécurité des personnes et des biens, pour la protection de l'environnement ou pour la continuité de son fonctionnement. Si le service classe l'ouvrage comme ouvrage sensible, toutes les règles relatives aux ouvrages sensibles pour la sécurité fixées par le présent chapitre s'appliquent alors à cet ouvrage.</p> <p>II. - Lorsqu'un exploitant remet un ouvrage à son propriétaire ou transfère son exploitation à un autre exploitant, il lui transmet les données relatives à cet ouvrage mentionnées au I telles qu'elles ont été enregistrées sur le guichet unique.</p> <p>III.-Un arrêté du ministre chargé de la sécurité des réseaux de transport et de distribution précise les caractéristiques techniques des informations mentionnées au I et au II du présent article et les modalités de leur transmission.</p>
<p>Constats :</p> <p>La canalisation située entre le poste de NATRAN et les vannes G2 et G3 n'est pas enregistrée sur le guichet unique "construire sans détruire" (https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
En application de l'article R. 554-7 du Code de l'environnement, l'exploitant doit déclarer sont réseau sur le guichet unique via l'adresse suivante : https://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois